

X

LE MEXIQUE.

Fédéraux et confédérés. — La plus grande pensée du règne. — Triple alliance. — Le Suisse Jecker. — Le général Almonte. — Le drapeau engagé. — Le corps expéditionnaire. — Tâtonnements. — Régiments de marche. — Un œuf et un volcan. — Embarquement. — Sur rade. — En route!

L'année 1861 vit naître, aux États-Unis, la guerre de Sécession.

Les fédéraux et les confédérés s'étreignirent dans une lutte gigantesque, colorant, comme il arrive toujours, avec de grands mots, les motifs réels du conflit. Au fond, c'était une nationalité nouvelle qui naissait dans le creuset des batailles, par l'épuisement simultané et fratricide de la race anglo-saxonne, maîtresse du Nord, et des rameaux latins, implantés dans le Sud. Les planteurs du Sud voulaient garder leurs esclaves. Les industriels du Nord voulaient les leur enlever. Chacun combattait à la fois pour un principe social et pour un intérêt égoïste. Et ces hommes, venus de tous les coins du monde, non encore fondus en une unité nationale, ne se doutaient certes pas, en s'entr'égorgeant, qu'ils fondaient une nation. Nous autres, gens du métier, nous aurions dû étudier avidement une pareille guerre, relever, analyser, discuter ses épisodes et en faire notre profit; apprendre comment les

aptitudes militaires les plus hautes pouvaient se développer instantanément chez des gens qui n'avaient pas passé par les écoles ni lu les théories; constater le talent et même parfois le génie qui se manifestèrent chez des généraux improvisés, hier banquiers, tailleurs ou épiciers. Même après la guerre de Sécession, j'ai toujours pensé que les champs de bataille appartiendront dans l'avenir, comme ils ont appartenu dans le passé, aux armées de métier. Et cette guerre ne pouvait détruire mes convictions sur ce point, car la victoire du Nord a été le prix d'une organisation militaire plus complète et plus rationnelle que celle du Sud. D'ailleurs, en campagne, la militarisation des foules et leur sélection s'opèrent très vite. Plus vite encore s'opère l'instruction des généraux, même improvisés, comme l'ont prouvé les guerres de la Révolution, où nous avons vu des chefs formés, pour ainsi dire, sous le feu, battre les meilleurs élèves de Frédéric II. C'est ce qui se produisit pour les généraux américains. Nous aurions dû regarder non seulement comment ils menaient leurs hommes, comment ils les entraînaient, comment ils les nourrissaient, comment ils les faisaient évoluer soit dans les marches, soit sur les champs de bataille, mais aussi comment ces troupes, levées subitement, obéissaient, manœuvraient, et se transformaient, du jour au lendemain, en bataillons solides, au milieu desquels l'esprit militaire germait pendant la première nuit de bivouac.

Nous eussions ainsi recueilli les leçons les plus profitables sur ce que l'on appelle la guerre moderne, et nous eussions mieux compris la philosophie de notre profession et les causes profondes des victoires et des défaites. Mais le théâtre de la guerre était si loin! Mais l'Europe était tourmentée par des problèmes si palpitants! Mais nous étions, nous-mêmes, si infatués de notre science et de notre prétendue supériorité,

que nous laissons perdre ces précieux enseignements.

D'ailleurs, il n'était certainement pas un seul homme, en France, capable de trouver les liens obscurs, invraisemblables, qui auraient pu rattacher aux événements d'Amérique nos destinées françaises. Et cependant ces liens existaient. De même que, dans le monde physique, il ne se passe pas un phénomène qui n'ait son contre-coup sur tous les êtres, de même, dans l'humanité, il ne se passe pas un événement dont, à des degrés différents, et quelquefois imperceptibles, des groupes, aussi éloignés qu'on les suppose, n'aient à profiter ou à pâtir. Ainsi, jusqu'à un certain point, la guerre de Sécession a eu pour contre-coup l'expédition du Mexique; et l'expédition du Mexique a eu sur nos destinées une influence qu'il est impossible de nier, bien que l'esprit de parti l'ait souvent travestie.

Le jour où M. Rouher déclara à la tribune de la Chambre des députés que l'expédition du Mexique était « la plus grande pensée du règne », il se trouvait en présence de gens disposés à l'approuver sans le comprendre, et d'hommes disposés à le blâmer sans le discuter. Mais en dehors de ces deux catégories, formées d'avance par les passions politiques, il y avait un certain nombre de Français qui eussent voulu être renseignés sur la grandeur de cette conception et auxquels, malheureusement, Napoléon III n'avait ni le temps ni le moyen d'expliquer ses grandes vues. Il est certain qu'au moment de la guerre de Sécession, les sympathies françaises se portaient d'elles-mêmes vers les États du Sud, encore bien qu'ils eussent en réalité pris les armes pour défendre l'esclavage, dont l'abolition était considérée par nous comme un titre de gloire. Comment, d'ailleurs, n'eussions-nous pas suivi avec un tendre intérêt les efforts de cette Louisiane que nous avions colonisée et que les malheurs des temps avaient séparée de nous? Il est certain, par conséquent, que

l'Empereur, en organisant l'expédition du Mexique, était mû par le désir d'apporter aux confédérés du Sud au moins un appui moral. Mais il voyait plus loin et plus avant dans l'avenir : il se demandait s'il était bien de l'intérêt français de laisser se développer, de l'autre côté de l'Atlantique, une immense association républicaine dont les éléments, quoique venus des quatre coins du monde, se transformaient, au contact de la race anglo-saxonne, jusqu'à en prendre l'esprit. Il voyait dans les contingences futures, et dans l'hypothèse d'un conflit entre la France et l'Angleterre, une marine formidable se précipitant au secours de l'Angleterre, à laquelle ses marins seraient unis par une fraternité atavique. Il voyait le continent du Nord, débarrassé des rivalités qui entravent les nations européennes, appliquer les bras et les cerveaux de ses millions d'habitants à une lutte économique dans laquelle la vieille Europe finirait par être vaincue.

Aujourd'hui, cette lutte a commencé, et beaucoup de bons esprits sont effrayés des échecs que nous y avons déjà subis. L'Europe, morcelée et hérissée de baïonnettes, se trouve dans un état d'infériorité fatal en face de l'Amérique. Or, il est permis de supposer que si la guerre de Sécession avait abouti à la constitution de deux États rivaux, les Américains, obligés par cette dualité même d'entretenir des armées pour leur défense, seraient travaillés par les maux que nous subissons, au lieu d'appliquer toutes leurs forces à une concurrence désastreuse pour nous. Voilà ce qu'entrevoit vaguement Napoléon III, très vaguement sans doute, car, si son cerveau était large, profond, il y manquait un peu de cette netteté qui surabondait chez son oncle. Et voilà pourquoi M. Rouher a pu dire que l'expédition du Mexique était « la plus grande pensée du règne ».

A côté de ces calculs de politique transcendante, il

y eut, pour nous pousser au Mexique, d'autres facteurs moins élevés. Les révolutions qui déchiraient depuis longtemps ce malheureux pays avaient jeté jusqu'en France un groupe considérable et bruyant de réfugiés, à la tête desquels se trouvaient le général Almonte, Mgr La Bastida, archevêque de Mexico, M. Gutierrez de Estrada, l'ancien représentant en Europe du président Santa-Anna, les Errazu, etc. Ils appartenaient à la faction cléricale, vaincue et dépossédée. Ils avaient obtenu leurs entrées dans la société cosmopolite parisienne, qui les fêtait. De là, ils étaient passés jusqu'aux Tuileries, auprès de l'Impératrice, et tous répétaient à l'envi que le Mexique était terrorisé par une faction audacieuse violentant les sentiments intimes du peuple. « Le pays, disaient-ils, très attaché à ses vieilles institutions, las de tant de révolutions, ne demandait qu'à vivre sous un gouvernement stable et tutélaire qui lui assurerait les bienfaits de la religion et les fruits de son travail. » Ils assuraient qu'à la vue du drapeau français, le parti conservateur, leur parti, reprendrait confiance et triompherait des révolutionnaires qui maintenaient le pays sous un joug insupportable.

Comme, à Paris, on voyait le Mexique ballotté de révolutions en révolutions depuis le jour où son indépendance fut proclamée; comme on le savait réduit à la misère par la détestable administration des aventuriers qui se succédaient au pouvoir, on était porté à croire ces réfugiés à la langue dorée. Et, comme l'Impératrice était dévote, à la manière espagnole, elle poussait à la guerre à cause de ses sympathies cléricales.

Enfin, les hommes d'affaires apparaissaient au troisième plan, et parmi eux, le fameux banquier Jecker. Il avait intéressé certaines personnes de l'entourage impérial à ses revendications contre le gouvernement

mexicain, en leur promettant le tiers des sommes qu'il réclamait; et ces sommes n'étaient pas minces, puisqu'il se prétendait créancier de quatre-vingts millions.

Brochant sur le tout, flattant les rêves grandioses du Souverain, les ardeurs et les sympathies de l'Impératrice, corroborant les promesses des réfugiés mexicains, affirmant, comme eux, qu'une expédition au Mexique serait une simple promenade militaire pour l'armée française, dévoué aux hommes d'affaires et prenant en main leurs réclamations, âme damnée de M. de Morny, apparaissait enfin notre représentant au Mexique : M. Dubois de Saligny, qui, dans toute cette affaire, a joué le rôle d'un mauvais génie. Et voilà pourquoi nous sommes allés au Mexique.

Nous en sommes revenus dans de tristes conditions. Cette expédition nous a été fatale. Elle ne nous a pas été fatale, comme on l'a dit, parce qu'elle nous a pris notre or; nous en avons assez pour que les sacrifices qu'elle nous a imposés fussent sans portée. Elle ne nous a pas été fatale, comme on l'a dit encore, parce qu'elle a appauvri nos arsenaux, vu qu'en 1870, nous avions autant de matériel que nous en aurions eu si nous n'étions pas allés au Mexique. Elle ne nous a pas été fatale parce qu'elle nous a privés, en 1866, de notre liberté d'action et d'une partie des forces qui nous auraient peut-être donné la rive gauche du Rhin, si nous les avions jetées à temps dans le conflit de la Prusse et de l'Autriche. Ce n'était pas l'absence de trente mille hommes qui eût diminué sensiblement notre force militaire, si l'Empereur avait eu l'audace d'intervenir. Elle nous a été fatale, surtout, parce que la catastrophe qui l'a terminée, très perfidement exploitée, a diminué la confiance qu'inspirait à la France le gouvernement impérial, lui a fait perdre sa puissance extérieure en nuisant à son prestige intérieur et nous a enlevé, vis-à-vis de l'Europe, les bénéfices d'une situation appuyée jus-

qu'alors sur des succès ininterrompus. Mais il faut proclamer, parce que c'est la vérité, qu'elle est sortie d'une pensée élevée et désintéressée, et que si, plus tard, les hommes d'argent se sont abattus sur l'affaire, leurs bas calculs ne furent pour rien dans ses débuts. Non, les misérables questions d'intérêt pécuniaire ou personnel n'ont été ni la cause ni le but de l'expédition.

L'Angleterre, comme la France, et pour des raisons bien différentes, était, au début de la guerre de Sécession, acquise à la cause des États du Sud. Elle ne pouvait pardonner encore aux États du Nord la révolte qui, à la fin du siècle dernier, avait abouti à l'indépendance des États-Unis, grâce à l'appui de la France. Enfin, l'Espagne partageait les mêmes sympathies, parce qu'elle ne pouvait pas oublier que ses enfants figuraient en grand nombre dans les armées du Sud. Ces deux puissances étaient donc assez disposées à une action qui rapprochait leurs forces du théâtre de la guerre américaine, et saisirent, avec notre pays, le prétexte d'intervention que fournissait le gouvernement mexicain.

Depuis plus de cinquante ans, les gouvernements éphémères qui se succédaient au Mexique, créés et renversés par l'insurrection, étaient hors d'état de protéger les intérêts, et quelquefois même la vie des nationaux européens. Déjà, en 1838, il avait fallu envoyer une escadre française dans les eaux de la Vera-Cruz, et le président d'alors, Santa-Anna, n'accorda les satisfactions réclamées par le gouvernement du Roi qu'après la prise du fort de Saint-Jean d'Ulloa. Naturellement, tous ces gouvernements d'émeutiers n'avaient pas le sou, et ce Mexique, réputé autrefois pour ses richesses métalliques, ce Mexique, qui jadis envoyait annuellement à l'Espagne des galions chargés d'or, était dans la plus noire misère. En 1856, le gouvernement fut amené par la force des choses à prendre de l'argent là

où il y en avait, et le président en fonction, Comonfort, décréta, avec l'approbation du Congrès, la sécularisation des biens du clergé. Comonfort fut renversé, et la révolution appela momentanément au pouvoir le parti conservateur, dans la personne du jeune et brillant général Miramon, qui devait plus tard partager, à Queretaro, la fin tragique de l'empereur Maximilien. Miramon, sans l'intervention du Congrès, restitua au clergé les biens dont il avait été dépouillé.

Le 29 octobre 1859, le général Miramon chargeait le banquier Jecker d'une opération financière qui consistait à émettre pour quinze millions de piastres de bons (environ quatre-vingts millions), en annulant pour une somme correspondante de titres de la dette antérieure. Ces bons devaient être reçus par l'État, en appoint dans les paiements à faire au Trésor, comme droits de douane, de taxe, etc. Jecker fit au Trésor les avances nécessaires; mais au bout d'un an, il n'avait guère placé que pour cinq cent cinquante-quatre mille piastres de ses bons. L'opération était désastreuse, d'autant plus que Juarez, qui venait de succéder à Miramon, refusait de l'endosser. C'est alors que Jecker intéressa à sa cause le duc de Morny et M. Dubois de Saligny. Le fait a été prouvé péremptoirement par des correspondances irréfutables, publiées à l'occasion du procès auquel donna lieu la succession de Morny, ou découvertes dans les archives des Tuileries. Devenu président, en 1860, Juarez appliqua avec énergie le décret de spoliation des biens ecclésiastiques. Mais cette mesure ne remplit pas ses caisses, car les acheteurs manquaient, et Juarez, réduit aux abois, sans ressource et sans crédit, prit un arrêté par lequel il suspendait, pendant deux ans, le paiement des intérêts des emprunts hypothéqués sur les droits de douane de la Vera-Cruz. Cette mesure qui lésait des intérêts européens, qui était malhonnête, amena l'Angleterre, l'Es-

pagne et la France à rompre les relations diplomatiques avec le Mexique et à s'unir, dans une pensée commune d'intervention, dont l'instrument fut la Convention de Londres.

Dans cette intervention, le gouvernement impérial entendait jouer le premier rôle, mais le peu d'importance des réclamations de nos nationaux ne lui permettait pas de prendre la tête. Et c'est alors que M. Dubois de Saligny eut l'idée audacieuse, incroyable, d'y ajouter les revendications du banquier suisse Jecker. L'Empereur eut la faiblesse d'accepter cette combinaison qui faisait de nous les plus gros créanciers du Mexique, mais qui, exploitée d'une façon éhontée par de hauts personnages, allait jeter sur l'expédition un mauvais vernis et la défaveur publique.

Quand les représentants des gouvernements se réunirent, pour exposer leurs griefs, M. Dubois de Saligny se prétendit malade et laissa le digne et loyal amiral Jurien de la Gravière, qui ne connaissait pas le premier mot de cette ténébreuse affaire, exposer les prétentions exorbitantes du banquier suisse.

Aussitôt, le représentant de l'Angleterre, sir Charles Wyckliffe, se récria sur leur énormité. Il avait été, à Mexico, collègue de M. Dubois de Saligny, dont il connaissait et dont il se plaisait à entraver les menées. En outre, l'Angleterre, qui, sans doute, avait pénétré les secrets desseins de Napoléon III, ne voulait pas se laisser entraîner dans les hasards d'une lutte qui ne pouvait être pour elle qu'une guerre de magnificence. Elle suivait avidement les phases de la guerre civile en Amérique, avec l'espoir de voir ruiner les États du Nord, qu'elle considérait déjà comme des rivaux gênants et qu'elle avait toujours considérés comme des vassaux révoltés; mais elle ne voulait pas s'exposer à une rupture avec les États-Unis, pour la satisfaction complètement illusoire de fonder au Mexique un gou-

vernement stable et régulier. Elle avait prouvé ses intentions dans l'affaire récente du « Trent », en laissant insulter son pavillon, par l'arrestation, à bord d'un de ses bâtiments, de deux envoyés du Sud.

D'ailleurs, les négociations qui aboutirent à la Convention de Londres furent longues et laborieuses. Chacune des trois puissances jouait au plus fin, la France insistant toujours pour une intervention armée, et montrant ses arrière-pensées belliqueuses par le refus qu'elle opposa aux États-Unis, lui proposant d'avancer les sommes suffisantes pour désintéresser ses nationaux, moins le Suisse Jecker, bien entendu. Enfin, bien que l'Angleterre, toujours prudente, eût fait stipuler qu'on n'emploierait pas la force, les contingents combinés des trois puissances allèrent débarquer à la Vera-Cruz. Et là, encore, nous laissâmes voir que nous allions au Mexique, non pas seulement pour faire valoir les intérêts lésés de nos nationaux, mais surtout pour en changer le gouvernement, car, avec les trois mille hommes qui formaient le corps de débarquement confié à l'amiral Jurien de la Gravière, marchait le général Almonte, le plus ardent promoteur d'une restauration monarchique au Mexique, l'homme le plus influent de son parti, et que nous reconnaissons nous-mêmes comme le chef provisoire désigné, jusqu'à l'établissement d'un gouvernement définitif.

Jadis, il avait été républicain, et, en 1840, déjà ministre de la guerre, il avait signé des proclamations nettement républicaines. Mais, chassé de son pays, il y rentra, animé d'une irritation profonde et irréductible contre le gouvernement de Juarez. De taille petite, mais de complexion robuste, il avait dépassé l'âge mûr; mais il était encore dans toute la plénitude de ses facultés morales et physiques. Il représentait parfaitement le type indien, et il était, disait-on, le fils naturel d'un des premiers martyrs des guerres de l'Indépendance :

le curé indien Moralès, le successeur de l'immortel Hidalgo qui avait donné le signal de l'insurrection contre les Espagnols, et avait payé son audace de sa vie. Moralès, en 1812, s'était mis à la tête de l'insurrection, et, comme Hidalgo, il avait été fusillé. Le nom de son fils, Almonte, rappelait la nécessité où il s'était trouvé de fuir à la montagne, au moment de la naissance de cet héritier. Il est curieux de constater que les premiers héros de la guerre qui aboutit à l'expulsion des Espagnols et à la fondation de la république mexicaine furent des prêtres, et que le clergé fut la première victime de cette république qu'il avait fondée, qui le dépouilla de ses biens et lui enleva toute participation aux affaires. Almonte, qui était clérical par esprit de famille, trouvait dans cette persécution la justification de son changement d'opinion.

Si les diplomates des trois puissances avaient eu toutes les peines du monde à s'entendre à Londres, leurs armées ne s'entendirent guère mieux sur la terre mexicaine. L'Angleterre saisit le premier prétexte pour retirer ses troupes, et l'Espagne suivit bientôt cet exemple. Le contingent espagnol, le plus fort des trois, avait pour chef le général Prim, un ambitieux, sans préjugés et sans scrupules, qui rêvait de relever pour lui le trône du Mexique. Quand il apprit que des engagements antérieurs avaient été contractés avec l'archiduc Maximilien qui, en son château de Miramar, était dévoré par le désir de jouer un grand rôle, et quand il vit s'écrouler son rêve, il s'empessa d'accepter les garanties qu'on lui offrait pour les paiements dus à ses nationaux, et se rembarqua. C'est ainsi que la France resta isolée en face du Mexique, isolée, mais libre de poursuivre ses grands projets, ou, plutôt, de suivre les conseils intéressés de M. Dubois de Saligny, qui continuait à tromper l'Empereur par des rapports mensongers sur l'état des esprits dans le pays, et

à affirmer que la marche sur Mexico serait un triomphe.

Cependant, l'amiral Jurien de la Gravière, en face du départ des Anglais et des Espagnols, avait agi sagement et patriotiquement en signant la fameuse convention de la « Soledad », qui permettait à la France de s'en aller à son tour le plus honnêtement du monde. Il fut désavoué, et, avant même que le gouvernement mexicain eût ratifié la convention, l'Empereur envoyait un renfort de 3,500 hommes, qui doublait le corps expéditionnaire mis sous les ordres du général de Lorencez. L'amiral revint en France, pour accepter cependant quelques mois après, avec patriotisme et abnégation, le commandement de l'escadre du golfe du Mexique.

Petit-fils par sa mère du maréchal Oudinot, le général Latrille de Lorencez était un vrai chevalier. De haute taille, de grande mine, grave, froid, silencieux, un peu solennel, c'était un très bon officier d'infanterie. Mais il n'avait pas l'esprit assez vif et assez pénétrant pour se reconnaître au milieu des intrigues dont il était entouré. Pour lui, M. de Saligny était en possession de la pensée de l'Empereur, et il le suivit aveuglément dans cette première étape malheureuse de la malheureuse expédition. Il avait, comme chef d'état-major, le colonel Letellier-Valazé, ancien aide de camp du général Changarnier, petit-fils du conventionnel, homme spirituel, instruit, bon militaire, mais opposant, par tradition de famille. Les 3,500 hommes du général de Lorencez vinrent rejoindre leurs camarades campés à Orizaba, au pied des Cumbres; et on partit pour la « marche triomphale » sur Mexico.

Le 5 mai, le général arrivait en face de Puebla, avec sa petite armée de 6,000 hommes. « Ils nous attendent », avait dit M. Dubois de Saligny. Hélas! oui, nous étions attendus, mais pas de la façon qu'on espérait. En vain le général Almonte, éclairé par l'expérience

5 de Mayo

des sièges précédents, conseilla-t-il de négliger les forts du Nord, très puissamment armés, et d'essayer de pénétrer dans Puebla par le côté opposé, moins bien défendu; le général de Lorencez, après une reconnaissance sommaire, lançait sur le fort de Guadalupe, la clef de la position, le premier bataillon de chasseurs à pied et un bataillon du 2^e de zouaves. C'était de la folie!

Bien armé, bondé de troupes de choix, protégé par un large fossé, le fort était à l'abri d'une escalade, tentée en plein jour par des soldats qui avaient à parcourir, avant d'arriver au fossé, un long espace, balayé par les balles mexicaines. Les Mexicains, nous le verrons plus d'une fois, ne résistent pas à une attaque en rase campagne, mais abrités derrière les murailles, ils montrent beaucoup de ténacité. Chasseurs et zouaves s'élancent d'un bond jusqu'au fossé. La plupart, emportés par leur ardeur, s'y précipitent, et on les voit chercher à pénétrer dans le fort par les embrasures des pièces. On les voit aussi tomber, victimes de leur témérité, et quand, obligé de se rendre à l'évidence, le général de Lorencez fait sonner la retraite, il en reste un tiers dans le fossé.

L'armée demeura, pendant quarante-huit heures, campée sur le terrain de l'action, offrant le combat à la garnison de Puebla qui ne s'aventura pas en dehors de ses murailles. Puis, emportant ses nombreux blessés et sans laisser derrière elle le moindre trophée à l'ennemi, elle reprit le chemin d'Orizaba, surveillée de loin par les Mexicains qui, à l'entrée du défilé des Cumbrès, attaquèrent nos troupes auxiliaires commandées par le général Marquez, celui que les Puros avaient surnommé le « tigre de Tacubaya », en mémoire du sac de cette ville, sous la présidence de Miramon. Un bataillon du 99^e de ligne, sous les ordres du commandant Lefebvre, culbuta les libéraux et leur prit un drapeau.

A cette occasion, le drapeau du 99^e, commandé par le colonel L'Hérillier, fut décoré. Ce combat s'appela le « combat de Barranca Secca ».

Le général rentra à Orizaba, très irrité de son échec qui dut avoir un grand retentissement au Mexique et en France, très irrité aussi contre M. Dubois de Saligny qui l'avait trompé sur l'état des esprits. La vérité était qu'au Mexique on était généralement hostile aux cléricaux et sympathique au parti libéral, incarné dans Juarez, un Indien pur sang, mais un Indien intelligent, instruit et doué de véritables qualités gouvernementales. Cet échec changeait la situation. L'honneur du drapeau était engagé. Il fallut marcher. L'Empereur décida l'envoi d'un corps d'armée, composé de deux divisions d'infanterie, d'une brigade de cavalerie, avec de l'artillerie et du génie en quantité suffisante pour entreprendre le siège régulier et méthodique de Puebla. Ce corps d'armée devait avoir pour commandant en chef le général Forey. Une des divisions était réservée au général Bazaine, l'autre au général de Lorencez, qui n'accepta pas et revint en France. Il fut remplacé par le général Douay. L'artillerie était commandée par le colonel de Laumière, qui devait trouver, à son arrivée à la Vera-Cruz, sa nomination de général. Et enfin, la cavalerie, formant deux régiments de marche, était commandée par mon ami, le général de Mirandol.

En attendant l'arrivée du corps expéditionnaire, retardée jusqu'à la fin de la saison des pluies, le colonel Brincourt emmena d'urgence deux bataillons de son 1^{er} de zouaves et un escadron du 1^{er} de chasseurs d'Afrique. Il arriva à la Vera-Cruz dans le courant de juillet, c'est-à-dire au plus fort des pluies, des grandes chaleurs et du vomito-negro. Il eut toutes les peines du monde à atteindre Orizaba. Les voitures s'embourbaient jusqu'aux moyeux, dans les terres détremées par les pluies diluviennes. Sa colonne fondait

sous la rigueur du climat, en cette route où, certains jours, il ne put franchir qu'un kilomètre. Enfin, il rallia le corps expéditionnaire dénué de tout et le mit à l'abri de la faim et des insultes des Mexicains.

Après la retraite de Puebla, les troupes du général Lorencez, auxquelles venait se joindre le général Douay, arrivant de France avec cent cinquante hommes et un convoi très difficilement amené, lui aussi, avaient eu sur les bras les deux meilleurs généraux de la république mexicaine : Sarragoza, qui venait de défendre Puebla, et Ortéga, qui devait la défendre au second siège.

Dans la soirée du 13 juin, ces deux généraux étaient arrivés aux abords d'Orizaba, en dissimulant soigneusement leur présence. Près de la ville, s'élevait une éminence qu'on appelle le « Cerro Borrego », que le général Lorencez avait négligé de faire occuper, et Ortéga, qui savait que, du sommet du Borrego, on pouvait foudroyer la place, s'y glissa avec deux mille hommes et trente obusiers de montagne.

Vers le milieu de la nuit, le colonel L'Hérillier, entendant sur la colline un bruit suspect, y envoya en reconnaissance une compagnie de son 99^e de ligne, commandée par un officier promu depuis quelques jours au grade de capitaine et nommé Détrie. Les fantassins, en s'aidant des pieds et des mains, grimpent, au milieu des ténèbres, les pentes abruptes et rocailleuses du Borrego. Ils arrivent jusqu'à toucher les Mexicains, qui procédaient en désordre à l'installation de leur camp et de leurs batteries, et qui, cependant, en les apercevant ouvrent le feu contre eux. « Couchez-vous ! » crie le capitaine Détrie à ses soldats ; et, par-dessus les Français étendus à plat ventre, les Mexicains se mettent à tirer avec acharnement les uns sur les autres, à s'entre-tuer. Au bruit de leur fusillade, le colonel L'Hérillier avait lancé une seconde compagnie ; elle

arriva au moment où les soldats de Détrie, se relevant à sa voix, se précipitaient sur l'ennemi affolé, qui s'enfuit, laissant, sur le terrain encombré de ses morts, la majeure partie de son artillerie.

Détrie fut nommé chef de bataillon, et il le méritait, car sans lui les Français, battus par le canon d'Ortéga et attaqués de front par Sarragoza, étaient perdus, tandis que, lorsqu'au matin, ce dernier général dessina son attaque, il fut impuissant à entamer nos troupes exaltées par le succès de la nuit. La situation du général de Lorencez n'était pas brillante pour cela. Il n'avait plus d'approvisionnements ; les communications avec la Vera-Cruz étaient interceptées par le mauvais temps et par d'innombrables guerillas, répandues dans les Terres Chaudes, — c'est ainsi qu'on appelle une large bande de terrain qui borde le golfe du Mexique, — et enfin la fièvre jaune sévissait sur ses troupes. Aussi vit-il arriver avec bonheur d'abord le général Douay, et puis ensuite le colonel Brincourt.

Mais toute une armée allait être jetée sur ces côtes inhospitalières, avec la mission colossale et difficile de conquérir le Mexique. Cette conquête était-elle possible ? Oui, évidemment. Pouvait-elle être stable ? C'est une autre affaire. Il me semble que la guerre de Sécession une fois terminée, l'établissement d'un régime monarchique aux portes des États-Unis devenait précaire, et que tôt ou tard, si nous avions voulu nous entêter à le soutenir, nous aurions été entraînés à faire la guerre à la puissante république américaine. Il me semble aussi que l'opinion publique, maîtresse définitive du monde, n'aurait pas accepté de pareilles conséquences de notre intervention. Néanmoins, il est impossible de dire ce qui serait arrivé si l'entreprise avait été mieux conduite, si on avait fait vite et bien dès le début, en envoyant des forces suffisantes pour écraser toutes les résistances.